

Point sur le Grand Paris : quelles logiques de restructuration économique, quelles conséquences sociales et environnementales.
pourquoi nous avons pensé cette journée ??

Au départ, syndicalement, la question de l'aménagement du territoire sur la Seine Saint-Denis et plus largement sur l'île de France nous a été posé, très concrètement par la fermeture de la plus grande entreprise d'industrie du département : Peugeot Citroën à Aulnay. Les conséquences sur l'emploi, particulièrement l'emploi des jeunes, ont été dramatiques, avec plus de 3000 emplois supprimés du territoire. Quelque temps après d'autres sites industriels, comme les plate formes industrielles courrier de Bobigny et de Créteil, annonçaient à leur tour leurs fermetures et la disparition de plus de 500 emplois. Avec à peine quelques infos dans les médias...

Alors que, dans nos quartiers populaires de banlieue, les taux de chômages continuent à frôler les records, on nous affiche que dans le territoire métropolitain du grand Paris, qui comprend plus de 7 millions d'habitants, nous sommes pourtant le 1er pôle d'emploi d'Europe avec 4,1 million d'emplois, le 1er parc d'Europe de bureaux avec 38 millions de m2 de surface et d'ici 2020, 87 % des futures constructions en Ile de France le seront en Métropole du Grand Paris, 7 créations d'entreprise sur 10 de la région Île de France le sont aussi dans la métropole, il y a parait-il une économie créative de 450 000 emplois moteur de l'attractivité internationale, la métropole du grand Paris est la 2ème place mondiale en poids total des sièges des groupes et filiales multinationaux

Dans les faits, le développement économique qui nous est imposé, c'est celui d'une métropole de rang mondial en pleine compétition contre ses concurrentes internationale : Londres, New-York, Shanghai...

Et pour continuer à convaincre les investisseurs internationaux de venir dans le Grand Paris, la métropole doit consolider et dynamiser sa place financière à La Défense et investir pour développer une dizaine de pôles d'excellence économique. Comme ceux de : Paris Saclay pôle technologique de recherche et de l'enseignement supérieure, Saint-Denis avec l'industrie de la création et de l'image, Le Bourget avec sa filière aéronautique et hélicoptère autour d'un aéroport d'affaire, le triangle de Gonesse comme centre international de parcs d'exposition, Europacity consacré aux commerces et aux loisirs. Etc...

Finalement, le message qu'on cherche à nous passer c'est qu'aujourd'hui dans un système de concurrence mondialisé, les territoires doivent s'organiser pour venir en aide aux grands groupes multinationaux dans la bataille économique qu'ils se livrent via les grandes métropoles du monde

Créer de l'attractivité afin de capter les investisseurs financiers.

Mais dans cette bataille pourra-t-on concilier Emplois pour les habitants de nos quartiers et protection du climat et de l'environnement ??

Quant-on dit les territoires doivent s'organiser c'est ni plus ni moins que de privatisation des biens publics dont il est question. Les transports du grand paris express sont conçus pour des territoires puissants et compétitifs, **là où sont les pôles d'excellences économiques**. Les futures gares à l'horizon 2025 ne se trouvent pas sur la Seine et Marne alors que la population de ce département se déplace de l'est vers l'ouest pour aller travailler en Métropole. Le cadre de vie, avec l'offre de logement, doit correspondre à la nouvelle demande, celle des emplois souhaités par les investisseurs, des emplois à l'image des pôles d'excellence, c'est à dire à haute valeur ajoutée, des emplois de cadres, cadres supérieurs, des chercheurs des emplois stratégiques, de décideurs... Et les cadres représentent déjà, en Ile de France, 27% des emplois actifs contre 8 % en province.

Ni Aulnay, l'ancien site de PSA, ni le parc de la Courneuve ne sont épargnés par la volonté de dérouler le tapis aux investisseurs, le tout au plus grand mépris des habitants, salariés et chômeurs en recherche d'emploi actuels de ces départements et dont les qualifications trouvent de moins en moins de proposition dans la Métropole du grand Paris.

De plus, le tourisme individuel et d'affaire sur la Métropole est un pôle d'excellence économique à lui seul. Pour créer de l'attractivité, ils veulent plus d'avions, plus d'hôtels, plus de centres commerciaux (ouvert le dimanche et la nuit tant qu'à faire), plus de parcs de loisir, des casinos et des golfs.... Voilà l'avenir que l'on nous promet pour demain dans notre Métropole, avec les jeux Olympiques et l'exposition universelle en option d'attractivité.

De la même façon que Paris et une grande partie des hauts de seine

(départements les plus riches de France) ont repoussés les classes moyennes et populaires plus loin, sous le poids des inégalités, il restera aux pauvres gens de la 1ère couronne, s'ils peuvent encore le faire, à fuir les tarifs pratiqués, avec un foncier qui ne cesse de monter, faisant la joie des promoteurs immobiliers et des spéculateurs.

En se retrouvant en tant que syndicaliste à défendre les emplois d'Aulnay, ensuite les terres agricoles les plus proches de nos villes parisiennes à Gonesse et Saclay (*l'autonomie alimentaire de l'Ile de France est évaluée à 1,6 %*) et enfin notre Parc départemental, finalement c'est bien **les conséquences du même projet global d'aménagement du territoire** que l'on contestait. Celui de ceux qui décident à notre place, sans demander notre avis et qui prétendent, avec la COP 21 au Bourget, se soucier de notre climat comme Volkswagen a prétendu respecter les règles anti-pollution sur les voitures.

Peut-on concilier la compétition économique mondiale en poussant au développement et à la concentration des métropoles et améliorer notre cadre environnemental ? Les emplois que l'on nous propose en Métropole du Grand Paris sont-ils ceux dont-on a besoin ? Peut-on se satisfaire du manque d'autonomie alimentaire dans notre Région ? Peut-on envisager d'augmenter l'urbanisation et les temps de transports et lutter efficacement pour le climat ?...

Ces questions et bien d'autres c'est dans le cadre de notre convergence des luttes que nous avons voulu les poser avec l'ensemble des collectifs, associations et syndicat, dont je remercie leur présence aujourd'hui au parc de La Courneuve. Nous arriverons, ensemble dans nos échanges, à trouver des alternatives économiques et environnementales. Mais nous serons aussi plus efficace dans les combats que nous menons chacune et chacun de notre côté.

Ce dont nous sommes aujourd'hui tous convaincus c'est que ce n'est pas le climat qu'il faut changer mais bien le système.